



Syndicat National « Force Ouvrière »
des Finances Publiques

Section d'Ille- et- Vilaine

www.fo-dgfip-sd.fr/035/

tél: 02 99 79 80 73

CTPC du 6 décembre 2010 :

F.O.-DGFIP vote contre le budget et les suppressions d'emplois à la DGFIP

Le CTPC s'est tenu hier, en seconde convocation après le boycott du 1^{er} décembre dernier, en l'absence du Directeur Général, sous la présidence du Directeur adjoint du Directeur Général, chargé de la fonction transverse.

F.O.-DGFIP, tout en déplorant le délabrement du dialogue social à la DGFIP, a considéré que sa participation à cette instance statutaire permettait de défendre les personnels et d'exprimer officiellement sa position en particulier sur le budget et sur les suppressions d'emplois.

Au cours de la discussion sur les nouvelles règles de vie quotidiennes, **F.O.-DGFIP** est revenu sur la notion de nécessité de service servie à toutes les sauces dans la circulaire, y compris pour l'autorisation d'absence pour participer aux épreuves de concours !

Sur l'extension d'AGORA à l'ensemble des personnels de la DGFIP, tout en considérant que ce n'était certainement pas le meilleur outil informatique possible, le Syndicat a voulu connaître si toutes les autorisations préalables avaient bien été recueillies auprès de la CNIL et a souhaité qu'une présentation en soit faite. Le volet Budget et Emplois a permis sans surprise d'écouter l'Administration dérouler un discours connu depuis longtemps pour justifier les suppressions d'emplois.

Le Syndicat, tout en condamnant fortement la politique de réduction des emplois, a relevé une baisse continue des éléments d'information sur la « logique » présidant aux suppressions d'emplois, phénomène datant de la création de la DGFIP. Il a également regretté l'absence du CTPC rapport d'activité (« Etat des services ») de la Direction Générale depuis 2008. Pour le président, les multiples groupes de travail « métiers » compensent cette absence !

Contestant l'argument de l'Administration qui soutenait que pendant la fusion, il n'y avait pas d'autres réformes, le Syndicat en a pointé trois officielles : réforme des pensions, de la paie et de la dépense. Il s'est également étonné des suppressions nombreuses d'emplois d'« huissiers du Trésor » prévues pour 2011.

Par ailleurs, le Syndicat s'est inquiété de la poursuite des suppressions d'emploi dans la publicité foncière alors que la reprise de l'activité dans l'immobilier augmente déjà les délais de publication.

Face à une politique dogmatique, mais en plus totalement opaque, de réduction de l'emploi public, le Syndicat a émis un vote négatif, tant sur le budget 2011 que sur les suppressions d'emplois.